

Bibliographie

**Central Statistics Office (CSO) : Quarterly National Accounts
Statistical Year Book**

Department of Finance (Irlande) : Monthly Economic Bulletins

Economic and Social Research Institute (ESRI) : Quarterly economic commentary

Fonds Monétaire International : country reports 2010 ,2011

O C D E : Economic Survey Ireland Novembre 2009

Bergin A, Connefey T, Fitzgerald J, Kearney I : Recovery scenarios for Ireland (Esi research series may 2009)

Dellepiane Avellaneda S, Hardiman N :- The european context of Ireland's economic crisis (The economic and social review n°41 2010)

-Governing the irish economy: a triple crisis (Geary Institute WP 2011/03)

Lane P: The irish crisis(IIS discussion paper 2011)

Kelly Morgan : The irish credit bubble (UCD WP09/32)

Ratio de dépendance démo-économique (+65 ans /15-64 ans)

	2010	2030	2060
Irlande	16,67	24,63	43,57
Espagne	24,43	34,32	59,87
Grèce	28,22	38,47	57,12
Portugal	26,58	36,63	54,76
France	25,81	39,92	45,20
UE 27	25,90	38,84	53,47

(Source: Eurostat Europop 2008 convergence scénario)

Compte tenu de ces valeurs, il apparaît donc de façon nette que l'Irlande devrait pouvoir bénéficier d'une évolution démographique moins catastrophique que celles attendues dans les autres pays. Les dépenses traditionnellement liées au vieillissement démographique (financement des retraites, dépenses de santé...) seront moins importantes et supportées par un plus grand nombre d'actifs. Ainsi ce pays devrait retrouver plus facilement, ceteris paribus, le chemin de la croissance.

En guise de conclusion, on peut reprendre le souhait qu' Enda Kenny a émis en tant que Taoiseach en mars dernier :

" Faire en sorte que l'Irlande devienne en 2016, année de la célébration du centenaire de Pâques 1916, le meilleur petit pays pour faire des affaires, élever des enfants et vieillir dans la dignité."

vraisemblablement effectués. La marge de manœuvre du nouveau gouvernement apparaît à cet égard relativement étroite car ces mesures bien qu' impopulaires sont néanmoins nécessaires pour empêcher le pays de s'enfoncer durablement dans la crise.

Les derniers résultats économiques sont plutôt encourageants. Le taux de croissance du PIB a été de 1,3 % entre les premiers trimestres 2010 et 2011. Cette reprise devrait se confirmer dans les années à venir puisque les dernières perspectives économiques ,qu'elles soient de source irlandaise ou internationale (commission européenne, FMI), sont relativement optimistes. On s'attend à une augmentation régulière du taux de croissance du PIB de l'ordre de 1,9 % en 2012, 2,4 % en 2013, 2,9 % en 2014 et 3,3 % en 2015. Au cours de cette même période, le déficit public devrait peu à peu se réduire. Il était de 32,4 % du PIB en 2010, il est prévu à 10,5 % en 2011 , 8,8 % en 2012 pour parvenir à 2,9 % en 2015. Le taux de chômage reste pour l'instant à un niveau encore trop important de 14 % mais il devrait, en relation avec la croissance du PIB et conformément à la loi d' Okun, diminuer sensiblement dans les années à venir pour parvenir aux alentours de 10% en 2016.

Il faut également souligner que l'Irlande possède un atout supplémentaire par rapport aux autres pays européens fortement touchés par la crise (Grèce, Espagne, Portugal) : la relative jeunesse de sa population. En effet bien que le vieillissement de la population apparaisse inéluctable, il n'en reste pas moins vrai que celui ci est plus modéré en Irlande. Le ratio de dépendance des personnes âgées est en effet assez différent selon les pays de l'Union Européenne. Les projections de population qui ont été établies au niveau européen par Eurostat à l'horizon 2060 mettent bien en évidence ce phénomène.

assez élevé, +5,8%, soit 0,6 point de plus que celui octroyé à la Grèce au printemps 2010 lors du plan d'aide de 110 milliards dont ce pays avait bénéficié préalablement. Ce taux d'intérêt élevé est à mettre en perspective avec le taux d'imposition des entreprises (12,5%) jugé trop faible par les autres pays européens. Il peut donc apparaître comme une punition et perçue comme une ingérence de la part des partenaires européens sur la conduite de la politique fiscale du pays.

Les Irlandais acceptent très mal ces dispositions, les mesures d'austérité, bien sûr, du National Recovery Plan mais surtout l'idée de devoir faire appel à l'aide internationale qui constitue pour eux un véritable affront. Les difficultés économiques entraînent une crise politique. Brian Cowen, le premier ministre Fianna Fail, est alors amené à envisager de nouvelles élections législatives qui se sont déroulées à la fin du mois de février 2011. Sans surprise, étant donné le contexte, le Fianna Fail est très largement battu. Sur les 166 sièges de députés que compte le Dail, le parlement irlandais, il ne conserve que 20 députés. Le Fine Gael, parti de centre droit, sort largement vainqueur avec 76 députés mais n'ayant pas la majorité absolue, il fait alliance avec le Labour qui a obtenu 37 députés. C'est donc Enda Kenny, chef de file des Fine Gael qui devient début mars le nouveau premier ministre ("Taoiseach").

Il compose alors un gouvernement de coalition avec le labour dont le chef de file Eamon Gilmore devient l'adjoint de Kenny et ministre des affaires étrangères, poste clé compte tenu du contexte international relativement tendu.

Le nouveau gouvernement a la tâche difficile de remettre le pays "en état de marche" afin que l'Irlande retrouve le plus vite possible le chemin de la croissance. Enda Kenny s'était engagé au cours de sa campagne électorale à renégocier l'aide internationale (FMI et UE) jugée infamante pour son pays, surtout en ce qui concerne le niveau des taux d'intérêt. Le National Recovery Plan n'est pas remis en cause même si des aménagements seront

22,5 Mds : FMI

22,5 Mds : MESF(mécanisme européen de stabilité financière concernant les 27 pays de l'Union Européenne)

22,5 Mds: 17,7 Mds FESF(fonds européen de stabilité financière concernant les seuls pays de la zone euro)

3,8 Mds : Royaume-Uni

0,4 Mds : Danemark

0,6 Mds : Suède

17,5Mds : Irlande (12,5Mds provenant de fonds de pension souverains et 5Mds du Trésor public)

Ces 85 milliards se décomposent entre les 35 milliards d'aide aux banques (10 milliards de recapitalisation immédiate et 25 milliards de réserve pour financer les éventuelles pertes futures) et les 50 milliards pour refinancer l'Etat irlandais. Cependant ces 85 milliards ne sont pas obligatoirement utilisés tout de suite dans leur totalité. Un certain échéancier existe correspondant aux différentes sources précitées.

En ce qui concerne le FMI, près de 6 milliards ont été débloqués dès Décembre 2010, quatre versements par an sont prévus au cours des deux années suivantes: 2,126 milliards en 2011 et 1,638 milliards en 2012, trois versements de 413 millions en 2013. Le taux d'intérêt pratiqué par le FMI est de 5,7 %.

Pour les fonds européens (FESF et MESF) 5 milliards ont déjà été débloqués pour chacun d'entre eux au cours du mois de janvier 2011. Le reste des sommes prévues est octroyé à la demande du gouvernement irlandais. La période de remboursement devrait s'étaler sur 7,5 ans. On observe également que le taux d'intérêt accordé par l'Union Européenne est

Impôts sur le revenu :	1,875 Mds
TVA	: 0,570 "
Pensions	: 0,865 "
Impôt Foncier	: 0,530 "
Autres	: 1,15 "

Il apparaît à travers ce plan d'austérité que les ménages sont particulièrement touchés tant au niveau de leurs revenus (baisse du salaire minimal) que de leurs impôts.

Par contre, le gouvernement irlandais n'entend pas toucher à la fiscalité des entreprises (taux d'imposition qui reste à 12,5%) afin de conserver un pouvoir d'attraction sur les entreprises étrangères nécessaires à la croissance économique du pays et donc par voie de conséquence à la diminution du chômage. Il est vrai que ce faible taux de fiscalité des entreprises est un des éléments si ce n'est l'élément fondamental du "miracle irlandais" observé au niveau économique depuis une vingtaine d'années.

Il est encore trop tôt pour savoir si ces mesures auront les effets escomptés et permettront vraiment à l'Irlande de retrouver un chemin de croissance. Cependant, le Plan tel qu'il a été présenté semble cohérent et devrait à terme porter ses fruits.

L'aide financière internationale

En même temps que la mise en place du National Recovery Plan, le gouvernement irlandais a été contraint d'accepter en Novembre dernier l'aide internationale provenant du FMI et de l'Union Européenne afin de restaurer d'une part son secteur bancaire mis à mal par la crise économique et plus spécialement par la percée de la bulle immobilière et réduire d'autre part son déficit. Le montant global, a priori nécessaire, du plan d'aide s'élève à 85 milliards d'euros. Il se répartit de la façon suivante:

compétitivité. Ce volet est classique, il se trouve désormais dans un grand nombre de programmes de développement en Europe , y compris dans le cadre de la politique régionale européenne.

Mais le gouvernement s'engage surtout à réduire les dépenses publiques et à ce niveau les fonctionnaires sont particulièrement visés. Toute une série de mesures sont envisagées telles que : réduction des salaires et des pensions, diminution du nombre de fonctionnaires, salaires plus faibles de 10 % pour les nouveaux entrants, réorganisation des services (administration, santé, police, éducation ...) afin de " faire mieux avec moins de moyens ", réduction des dépenses sociales et de santé en favorisant l'hospitalisation de jour ce qui permet de réduire fortement les dépenses en personnel.

A côté de la diminution des dépenses, le Plan a également envisagé une augmentation des recettes fiscales . Parmi la panoplie de mesures, on peut retenir :

l'augmentation des droits d'inscriptions des étudiants qui passerait de 1500€ à 2000€ ; l'apparition de taxes foncières à partir de 2012 pour un montant forfaitaire initial de 100€ par habitation ; l'instauration d'une taxe sur l'eau a été repoussée en 2014 (les ménages irlandais ne paient pas pour l'instant de taxes sur l'eau et l'assainissement), l'augmentation de la TVA qui passerait de 21% à 22% en 2013 puis 23% en 2014 ; la réforme de l'impôt sur le revenu afin que le nombre de personnes assujetti augmente étant donné qu'actuellement 45% des ménages irlandais ne paient pas d'impôts. La répartition des 5 milliards correspondant à l'augmentation des ressources fiscales s'effectue de la façon suivante :

	National Recovery Plan (milliards)			
	2011	2012	2013	2014
2011-2014				
Total	5,2	3,6	3,1	3,1
15				
Dépenses	3,9	2,1	2	2
10				
Impôts	1,3	1,5	1,1	1,1
5				

L'essentiel du Plan (les 2/3) repose sur une réduction des dépenses publiques.

La volonté du gouvernement est de ne pas pénaliser les entreprises afin de favoriser la compétitivité, la croissance de l'emploi et le développement des exportations.

Parmi les nombreuses mesures qui ont été mises en place, certaines sont plus emblématiques:

- Réduction d'un euro du salaire minimal horaire qui passe ainsi de 8,65€ à 7,65 €. Un taux de salaire minimal trop élevé a comme inconvénient d'être une barrière à l'emploi pour certains travailleurs peu qualifiés. Cette mesure est donc mise en place dans le but de réduire le chômage en général et celui des personnes peu qualifiées en particulier.

- Réforme du système de Welfare afin de favoriser le travail et d'éliminer d'éventuelles trappes à chômage rendues possibles par des mesures trop favorables en matière d'indemnisation.

- Développement de l'innovation en favorisant les dépenses en Recherche-Développement afin d'encourager la

Les valeurs de 2011 et 2012 sont bien sûr des prévisions. Quant au déficit record de 2010 correspondant à 32% du PIB, il représente 50 milliards d'euros.

La lutte contre la crise

Afin de faire face à toutes ces difficultés, le gouvernement islandais n'a pas d'autre choix que :

- d'une part, mettre en place un plan de sauvetage, un plan d'austérité, le " National Recovery Plan " élaboré pour la période 2011-2014.
- d'autre part, accepter l'aide financière internationale provenant du Fonds Monétaire International et de l'Union Européenne.

Le National Recovery Plan

Le "National Recovery Plan" est présenté en Novembre 2010. Il a comme ambition de réduire le déficit public afin de le ramener à 3% (critère de Maastricht)

dès 2014 et de permettre à l'économie islandaise de retrouver un chemin de croissance. A ce propos, le Plan se base sur un taux de croissance de 2,75% sur la période 2011-2014, ce qui est relativement optimiste et dénote également une réelle volonté de s'inscrire dans une perspective de reprise.

A travers ce Plan, le gouvernement envisage de récupérer 15 milliards d'euros par le biais d'une réduction des dépenses publiques à hauteur de 10 milliards et d'une augmentation des recettes fiscales pour un montant de 5 milliards.

plus la situation, il est amené à renflouer les banques (Anglo Irish Bank, Allied Irish Bank...)

De ce fait, les finances publiques qui jusque là étaient saines, sont malmenées. Toutefois la crise irlandaise est plus une crise du système bancaire que de l'Etat. Les ressources fiscales sont plus faibles étant donné les baisses de revenus des ménages et des entreprises. Le déficit budgétaire apparaît et se creuse, la dette publique, correspondant à la somme cumulée des déficits, augmente. Le tableau suivant illustre bien ce double phénomène.

Déficit et Dette Publics en % du PIB

	<u>Irlande</u>	<u>Déficit</u>	<u>France</u>	<u>Irlande</u>	<u>Dette</u>
	<u>France</u>				
1990	2,8		2,4		93,1
	35,2				
2000	+4,7		-1,5		37,8
	57,3				
2006	+2,9		-2,3		24,8
	63,7				
2007	0		-2,7		25
	63,8				
2008	-7,3		-3,3		44,3
	67,5				
2009	-14,4		-7,5		65,5
	78,1				
2010	-32		-7,7		97,4
	83				
2011	-10,3		-6,3		107
	86,8				
2012	-9,1		-5,8		114,3
	89,8				

Taux de chômage

2007	2008	2009	2010	2011(prév)	2012(prév)
+4,6	+6,3	+11,9	+13,7	+13,5	+12,7

Les ménages irlandais sont alors brutalement confrontés à de graves difficultés pour rembourser leurs emprunts compte tenu de la forte baisse de leurs revenus liée aux perturbations existant au niveau du marché du travail. De nombreuses maisons sont mises en vente alors même que certains ménages n'avaient encore pratiquement remboursé que des intérêts et très peu de capital. Des programmes immobiliers sont arrêtés. On estime qu'il y a environ actuellement 2800 lotissements fantômes sur l'ensemble du pays ! Le nombre de maisons achevées chute brutalement passant de

77 627 en 2007 à 45 000 en 2008, 21000 en 2009 et seulement 14600 en 2010.

L'offre immobilière (vente de maisons et nouveaux programmes) devient nettement plus importante que la demande, les prix des maisons s'effondrent : elles perdent de 20% à 50% de leur valeur selon leur taille, leur emplacement ; Dublin et sa banlieue sont particulièrement touchées. Les ménages se retrouvent dans une situation extrêmement difficile; ils sont amenés à vendre (et encore lorsqu'ils y parviennent) à perte une maison qu'ils ne peuvent plus payer.

Les banques irlandaises se retrouvent, elles aussi, en difficulté puisqu'elles ne peuvent plus récupérer la totalité des montants des prêts qui avaient été consentis inconsidérément. Le gouvernement irlandais se trouve, à son tour , pris dans la tourmente. En effet, afin d'éviter une banqueroute qui aggraverait encore

progrès aux autres pays.

L'Irlande, pour qui le moteur de la croissance était essentiellement les entreprises étrangères et particulièrement les entreprises américaines dans les domaines des nouvelles technologies (NTIC), de la chimie, de la pharmacie et plus localement le secteur de la construction, se trouve donc tout spécialement exposée. En effet, compte tenu de la contraction de l'économie mondiale, les entreprises étrangères revoient leur stratégie. Leurs plans de production sont revus à la baisse. Dans certains cas, lorsque cela s'avère possible, elles préfèrent délocaliser leur production vers des pays où la main d'œuvre est moins chère comme les pays d'Europe de l'Est et la Pologne en particulier. Les conséquences sont immédiates pour l'économie irlandaise :

- Le taux de croissance du PIB qui était un élément de fierté chez les irlandais (gouvernement et population) s'effondre de façon rapide et spectaculaire.

Taux de croissance du PIB (en %)

2007	2008	2009	2010		2011(prév)	
				2012(prév)		
+5,6	-3,5	-7,6	-0,2		+0,9	+1,9

- Le chômage qui était à un niveau très bas jusqu'en 2008 voit son taux augmenter très rapidement, il triple en l'espace de seulement trois ans!

cette d'augmenter passant de 136 522 € en 2002 à 266 436€ en 2007. Dans tout le pays, dans les villes (Dublin, Cork, Limerick, Galway) mais aussi dans les campagnes, on voit apparaître des constructions, le plus souvent de haut standing. Le nombre de maisons achevées ne cesse de croître :

Nombre de maisons achevées					
2002	2003	2004	2005	2006	2007
57295	68419	76554	85788	87783	77627

Ces chiffres prennent toute leur importance si on les compare à ceux des autres pays européens. Ainsi, le taux de maisons achevées pour 1000 habitants est en 2007 de 18 en Irlande, 17,6 en Espagne mais seulement 6,7 en France, 3,6 au Royaume-Uni et 2,4 en Allemagne.

Naïvement, les Irlandais pensaient alors que cette expansion allait durer toujours. Il y avait un véritable sentiment d'euphorie au niveau de l'ensemble des agents économiques: ménages, entreprises, banques.

La Crise Économique

Mais en 2008, la crise économique mondiale qui démarre aux États-Unis avec la faillite de Lehmann Brothers vient, hélas, modifier la donne. Cette crise est liée aux crédits immobiliers dits "subprimes", crédits destinés à une clientèle peu fortunée dont les capacités de remboursement sont faibles. Il s'agit donc de prêts à haut risque se basant sur l'espérance d'une hausse de la valeur de l'immobilier. Mais un grand nombre de ménages américains ne peuvent plus rembourser et le système s'effondre. Dans un contexte de mondialisation de plus en plus marqué, la crise immobilière se

apparaissent par ailleurs comme une véritable variable d'ajustement sur le marché du travail puisqu'ils représentent 60% du solde positif en 2006 et 40% du solde négatif, cette fois, en 2010 (-13300 sur les 34500).

Au cours de cette période faste, la consommation des ménages irlandais progresse énormément. Leurs revenus augmentent régulièrement et ils profitent de cette richesse nouvelle pour accroître leurs dépenses. Tous les secteurs sont concernés (alimentation, vêtements, loisirs, automobiles...) mais plus particulièrement le secteur de l'immobilier et son corollaire celui de l'équipement de la maison.

Les banques jouent ici un rôle fondamental. Elles prêtent bien souvent aux ménages pour leurs emprunts immobiliers sans prendre la précaution élémentaire de leur demander des garanties particulières: ni caution, ni feuilles de paie et/ou d'imposition...

Le rôle de la Banque Centrale Européenne est également important. Elle impose une même politique monétaire de taux d'intérêt bas à l'ensemble des pays de la zone euro. Or ces taux d'intérêt bas ont bien sûr un pouvoir incitatif à emprunter de la part des ménages. Tout le monde, banques et ménages, compte sur l'augmentation des salaires, des revenus et du prix des maisons pour garantir et assurer le remboursement des emprunts. Une "spirale infernale" s'installe alors dans le pays et touche tout le monde.

— Le secteur de la construction explose : la proportion de travailleurs dans ce secteur est en 2007 la plus élevée d'Europe (12%) soit deux fois plus qu'en France. Le prix des maisons augmente régulièrement ; en moyenne les prix ont été multiplié par deux entre 2000 et 2007. La répartition du prix des maisons se trouve profondément modifiée: ainsi en 2002, 60% des maisons valaient moins de 200 000 € et 9% d'entre elles dépassaient 350 000€ ; en 2007, seules 13,2% des maisons sont vendues à moins de 200 000€ tandis que plus de 40% valent plus de 350 000 €. De ce fait, le montant moyen des prêts immobiliers consentis aux ménages ne

de chômage naturel et deux fois plus faible que le taux français à cette époque.

2) Le taux d'activité des 15-65 ans est également en forte augmentation, passant de 60% en 1990 à plus de 70% en 2008. Cette évolution est en grande partie due à la présence plus marquée des femmes sur le marché du travail.

Taux d'activité des femmes (en %)

	Irlande		France	
	1999	2008	1999	2008
15-24 ans	50	50	32	35
25-54 ans	63	72	78,5	83
55-64 ans	26,5	42	27,5	37,5

On remarque que la présence des femmes irlandaises est plus importante chez les jeunes et les seniors tandis que "le noyau dur" des adultes connaît un effort de rattrapage assez sensible et adopte un comportement de plus en plus proche de la moyenne européenne.

3) Cette forte croissance fait aussi que l'Irlande devient un pays d'immigration et non plus d'émigration comme cela était traditionnellement le cas auparavant. Dès 1996, le solde migratoire devient positif (+ 8000). Il augmente régulièrement jusqu'en 2006 (+ 71800) puis 67300 en 2007 et 38500 en 2008. Les travailleurs venant des douze pays nouvellement adhérents de l'Union Européenne et plus spécialement des Pays Baltes et de Pologne constituent une grande partie du solde. Ils sont majoritairement employés dans le secteur du bâtiment ainsi que celui de la restauration. Ils

Taux de croissance annuel du PIB (en %)

	1991-1995	1996-2000	2001-2004	2005	2006	2007
Irlande	4,7	9,7	5,5	6	5,3	5,6
France	1,2	2,3	1,7	1,9	2,2	2,4

Cette forte croissance du PIB fait qu'en cours de la vingtaine d'années entre 1990 et 2008, l'indice du PIB/habitant grimpe de façon spectaculaire par rapport à ses voisins européens. Si l'on retient la base 100 comme moyenne de l'Union Européenne à 15, on obtient l'évolution suivante :

Indices PIB/ habitant (base 100 moyenne européenne)

	<u>Irlande</u>	<u>France</u>	<u>Royaume-Uni</u>
1990	69,2	108,5	89,9
2000	119	102,3	117,2
2007	148	101,4	115

Ces valeurs placent l'Irlande en seconde position en 2007 derrière le Luxembourg qui plafonne à plus de 200, mais nettement devant la France et le R-U.

Cette forte croissance du PIB irlandais s'accompagne bien sûr de transformations sur le plan économique:

- 1) Le taux de chômage qui était de 15% entre 1986 et 1990 n'est plus qu'à 4,5% environ entre 2000 et 2007, soit une valeur correspondant au taux

Le Tigre Celtique

Le véritable développement économique de l'Irlande apparaît au tout début des années 1990, période au cours de laquelle une politique économique et fiscale particulièrement attractive attire de nombreuses entreprises sur le territoire. Le pays présente en effet un certain nombre d'avantages parmi lesquels on peut noter :

- 1) Un taux d'imposition des entreprises particulièrement faible : 12,5%, ce qui favorise non seulement les Investissements Directs Etrangers (I D E) mais aussi le développement des entreprises indigènes.
- 2) Une main d'œuvre relativement bon marché compte tenu de son bon niveau de technicité.
- 3) La pratique de la langue anglaise qui permet d'entretenir des liens étroits, non seulement avec le Royaume-Uni mais également, ce qui est important en matière de développement économique avec les États-Unis. A cet égard, on peut remarquer que l'histoire nous joue parfois quelques tours : le dramatique épisode de la Grande Famine au XIX^e siècle qui a entraîné un fort courant d'émigration, fait que, plus d'un siècle après, certains dirigeants de grosses entreprises américaines, d'origine irlandaise, vont privilégier le pays de leurs ancêtres afin d'en faire une "tête de pont" en vue d'une implantation en Europe.

Ces conditions font que depuis 1990 et jusqu'en 2007, les taux de croissance du PIB sont particulièrement élevés :

dessus du seuil nécessaire (2,1) pour assurer le renouvellement des générations et nettement au dessous également des autres pays européens pour lesquels les valeurs de l'ICF se situent plutôt entre 1,6 et 2,6.

3) La population active : C'est un pays profondément agricole où près d'un irlandais sur quatre travaille dans le secteur primaire. Le secteur tertiaire ne regroupe que 45 % de la population active. Le secteur secondaire (industrie et BTP) est peu développé. L'Irlande, en effet, n'a pas connu de véritable phase d'industrialisation comme ses voisins européens: Royaume-Uni, France, Allemagne... Cela lui évitera d'ailleurs par la suite d'avoir à gérer des problèmes de reconversion industrielle.

Les femmes, compte tenu de leur faible niveau de fécondité, sont peu présentes sur le marché du travail. Leur taux d'activité n'est alors que de 27% (il est entre 40 et 45 % pour la France à la même époque). Ce qui peut alors apparaître comme une faiblesse se révélera par la suite être une certaine chance car il y a là un véritable potentiel, un réservoir de main d'œuvre, utile pour accompagner la croissance future.

4) La population se répartit de façon à peu près égale entre population rurale et population urbaine. En outre, la population urbaine est regroupée pour l'essentiel dans des villes de taille modeste. L'agglomération de Dublin, la capitale, n'a que 570 000 habitants et Cork, la seconde ville seulement 135 000 habitants. Le territoire est maillé d'un réseau de petites villes, de véritables places centrales à la "Christaller" et d'un habitat rural très dispersé.

5) La balance commerciale a tendance à être déficitaire et tant les exportations que les importations se font essentiellement avec le Royaume-Uni. Des liens étroits existent entre les deux pays tant au niveau du marché des biens que du marché du travail. Une même langue, des relations historiques de longue date, une proximité géographique expliquent sans aucun doute ces relations privilégiées.

Évolution de l'Economie Irlandaise jusqu'en 1990

Il apparaît important de connaître l'histoire économique de l'Irlande afin de mieux comprendre la façon dont le pays vit la crise actuelle.

Au milieu du XIX^e siècle, l'Irlande connaît la Grande Famine, due à la maladie de la pomme de terre. Ce fut une catastrophe humaine et économique sans précédent. On estime qu'environ 1 000 000 à 1 500 000 irlandais sont alors morts par suite de famine, de misère, de maladie et qu'à peu près autant (1 500 000) se sont exilés, principalement vers les États-Unis, l'Australie ou la Grande-Bretagne. En 1841, l'Irlande comptait 6 528 000 habitants, quarante ans après, il n'en reste plus que 3 870 000! Commence alors une lente décrue qui va durer presque un siècle. Ce n'est en effet qu'en cours des années soixante que la population tombée à 2 818 000 en 1961 commence à remonter pour atteindre aujourd'hui plus de 4 500 000 (4 581 269 estimés lors des premiers résultats du dernier recensement de 2011).

En 1973, lorsque l'Irlande adhère à l'Union Européenne (elle rejoint les six pays fondateurs que sont la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg, et les Pays-Bas) en même temps que le Royaume-Uni et le Danemark, le pays présente encore des symptômes d'un relatif sous-développement.

- 1) Le PIB / habitant est à environ 70% de celui de la moyenne européenne. Cette mauvaise performance permettra d'ailleurs à l'Irlande de bénéficier de Fonds Européens afin de pouvoir développer ses infrastructures, condition nécessaire au développement économique ultérieur.
- 2) Démographie : la structure démographique met en évidence une jeunesse marquée de la population ; près de la moitié de celle-ci a alors moins de 25 ans et seulement 10% dépasse 65 ans. L'indicateur conjoncturel de fécondité (LCF) est de 3,74 enfants par femme donc très nettement au

L'ECONOMIE IRLANDAISE DANS LA TOURMENTE

Anne-Yvonne Landais
Université Bretagne-Sud France (Laboratoire IREA EA 4251)

L'Irlande connaît une histoire économique mouvementée. Longtemps à la traîne, elle a connu une formidable croissance à la fin du vingtième siècle au point de se hisser au tout premier rang des économies mondiale et européenne. En 2008, la crise économique et financière, liée aux crédits immobiliers "subprimes", qui démarre aux Etats-Unis, se propage rapidement à l'ensemble des pays. L'Irlande, petit pays dont la croissance dépend des entreprises étrangères est particulièrement touchée. Les ménages et les banques se trouvent en grande difficulté. Le gouvernement irlandais doit mettre en place un plan de sauvetage (National Recovery Plan) et accepter l'aide internationale (FMI et Union Européenne) afin de redresser les finances publiques qui ont été fragilisées. Les mesures prises, réduction des dépenses publiques et augmentation des recettes fiscales, doivent permettre de remettre le pays sur le chemin de la croissance.

Les mots clés: Crise économique et financière; Dettes et Déficit publics; Irlande; Plan de sauvetage irlandais

La classification JEL est E00

L'économie irlandaise traverse actuellement une zone de turbulences. Pourtant ce pays a bénéficié, il y a quelques années, d'une période de croissance économique suffisamment remarquable pour que l'Irlande puisse être qualifiée de "Tigre Celtique" en référence aux tigres asiatiques (tels que la Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong, Taiwan par exemple) ayant connu une période de croissance rapide au cours des années 1980-1990.